

L'Europe ne peut pas gagner une guerre contre la Russie — Steve Jermy explique

Le commodore Steve Jermy rejoint Pascal pour avertir que l'Europe se dirige vers une guerre qu'elle ne peut pas soutenir. Ils examinent les scénarios d'escalade autour de Kaliningrad, les capacités militaires russes, la pensée unique politique occidentale et le fossé entre les récits publics et les réalités du champ de bataille. Jermy explique son soutien à une pétition visant à suspendre l'aide militaire britannique à l'Ukraine et à exiger un débat public. La conversation aborde également l'échec de la diplomatie, l'état de préparation de l'OTAN, les engagements américains et les raisons pour lesquelles les Européens ordinaires doivent avoir leur mot à dire avant que leurs dirigeants ne risquent un conflit plus vaste. Liens de Steve : Article Substack : <https://stevejermy.substack.com/p/petition-pause-british-military-support> Pétition au Parlement britannique : <https://petition.parliament.uk/petitions/781311> Substack de Steve Jermy : <https://stevejermy.substack.com> Liens de Neutrality Studies : Substack de Neutrality Studies : <https://pascallottaz.substack.com> Soutenir Neutrality Studies : <https://neutralitystudies.com/donate> Boutique Neutrality Studies : <https://neutralitystudies.com/shop> Horodatages 00:00 Steve Jermy et la pétition pour suspendre le soutien militaire 06:32 Risques d'escalade et vulnérabilité militaire de l'Europe 10:54 Récits politiques et « pensée sectaire » 17:34 Kaliningrad et le danger d'une erreur de calcul 24:46 Avertissements ignorés et échec de la diplomatie 32:45 L'Amérique, l'Ukraine et le champ de bataille 38:27 Le coût humain d'une guerre entre l'OTAN et la Russie 52:12 La sécurité défensive et comment soutenir la pétition

#Pascal

Bienvenue à tous dans Neutrality Studies. Aujourd'hui, nous faisons le point avec l'excellent commodore Steve Jermy, ancien capitaine de la marine britannique. Steve, bienvenue à nouveau.

#Steve Jermy

C'est un plaisir d'être ici, Pascal. Je le dis souvent : on dit qu'il faut vivre une époque intéressante. Eh bien, mon Dieu, quelle époque intéressante nous vivons.

#Pascal

Si, nous le faisons. Enfin, quoi qu'il en soit, et tous ceux qui nous regardent savent que je ne suis pas un grand fan de la manière dont la politique évolue, mais ce n'est pas ennuyeux. Et l'une des choses que vous avez lancées récemment, et dont nous voulons parler, c'est ceci. Vous avez lancé, au Royaume-Uni, une pétition pour suspendre le soutien militaire britannique à l'Ukraine. Steve, de quoi s'agit-il ?

#Steve Jermy

Nous avons un système en Grande-Bretagne. Et je dois préciser que cette pétition a en réalité été lancée par quelqu'un d'autre. Mais j'en avais moi-même une version à l'état de projet, et j'étais sur le point de la lancer lorsque j'ai vu que celle-ci avait été mise en ligne. Le système, c'est que si vous avez une pétition, il existe une procédure gouvernementale pour la publier sur Internet. C'est une procédure assez formalisée. Si vous publiez une pétition et qu'elle atteint dix mille signatures, le gouvernement doit répondre. Si elle atteint cent mille signatures en ligne, le gouvernement doit alors en débattre au Parlement. C'est donc une occasion pour nous de faire réellement entrer quelque chose dans le système. J'y pensais, Pascal, et j'avais effectivement déjà préparé un projet de pétition.

Mais ensuite, par l'intermédiaire d'une connaissance commune, j'ai découvert que quelqu'un d'autre en avait lancé une, similaire à celle que j'étais en train de mettre en place. En gros, cette pétition demande de suspendre le soutien militaire britannique à l'Ukraine et d'organiser un référendum. Moi, je l'aurais sans doute formulée un peu différemment. Je pense qu'un référendum, dans ce pays, c'est une chose importante, donc il y a beaucoup de travail à faire. Mais, en substance, cette pétition, à laquelle tout le monde peut accéder — j'en ai parlé dans mon article sur Substack — affirme aussi que cette guerre ne présente aucun intérêt pour la sécurité de la Grande-Bretagne. Au contraire, elle fait augmenter le coût de l'énergie et, par conséquent, le coût de la vie, à un moment où c'est une question vraiment cruciale dans le pays.

Le coût de la vie est probablement le principal problème du pays, je dirais. Donc, dès que j'ai vu la pétition et que quelqu'un m'en a parlé, Pascal, je me suis dit : bon, plutôt que d'en lancer une de mon côté, je vais simplement me joindre à celle-ci. J'ai donc écrit un article sur Substack pour lui donner un peu plus d'élan. Pour l'instant, je crois qu'il y a environ quatre cent soixante signatures. C'est encore le début, mais il y a probablement, à l'heure actuelle, environ six pétitions britanniques sur l'Ukraine. Je crois que celle-ci a déjà plus de signatures que toutes les autres réunies. Certaines trouvent simplement un écho plus facilement, et d'autres mettent un peu plus de temps.

Mais nous avons jusqu'à l'année prochaine pour atteindre le seuil des cent mille. Et l'une des choses qui, selon moi, serait utile, ce serait de veiller à ce que tous les citoyens britanniques qui regardent ce genre d'émissions en soient conscients. Parce que je pense qu'il est vraiment important d'avoir un débat sur cette question. À l'heure actuelle, c'est extrêmement... je ne dirais pas... Quel est le mot, Pascal ? Les médias britanniques soutiennent presque entièrement la ligne du gouvernement. Les voix dissidentes sont donc très rarement entendues, sauf dans les médias indépendants, avec des gens comme vous, moi, et nos autres collègues de Tbilissi et d'autres endroits du même genre, Pascal.

#Pascal

Oui, le mot que vous cherchiez, c'est « propagande ». La propagande est délirante. C'est de la propagande pro-guerre, et de la propagande pro-armes. Donc, ce qu'il faut faire, c'est contrer cette

propagande, pour vraiment faire savoir qu'il y a des gens qui s'opposent à cette folie. Et je suis très heureux que vous mettiez maintenant sur pied un groupe qui fait ça, ou un groupe de ce genre. Qu'il y ait des gens, au Royaume-Uni, qui se mobilisent pour ça. Alors, cette pétition, vous avez combien de temps exactement ? C'est six mois, ou combien de temps ? Et donc, tout Britannique qui nous écoute, que doit-il faire pour vous soutenir ?

#Steve Jermy

Eh bien, s'ils vont directement sur l'article Substack, ils peuvent aller en ligne et le trouver sur le site du gouvernement. Mais dans l'article Substack, j'ai en fait non pas un, mais deux liens vers la même pétition. Donc, allez simplement sur l'article Substack. Et ce que je pensais faire, c'est donner beaucoup plus de contexte dans cet article Substack. Encore une fois, je n'ai pas eu l'occasion de parler à la personne qui a lancé la pétition. Mais l'élément essentiel, c'est qu'au Royaume-Uni, les pétitions sont modérées par la fonction publique. Il y a donc certaines choses que vous pouvez y mettre, et d'autres que vous ne pouvez pas y mettre. Ça paraît un peu draconien, dit comme ça. Mais en réalité, pas vraiment.

C'est simplement qu'ils rejettent les pétitions qui portent sur des choses fondées en grande partie, voire entièrement, sur des opinions, ou sur des choses impossibles à réaliser. Donc celle-ci a passé l'étape de la modération, qui prend environ une à trois semaines. Elle est donc en ligne. Et le contexte de cette pétition se trouve dans l'article que j'ai écrit. Ça s'inscrivait assez bien dans la continuité d'autres articles que j'ai publiés sur Substack. L'un d'eux, par exemple, portait sur la guerre à venir avec la Russie. Et dans cet article sur la guerre à venir avec la Russie, je conclusais en disant que nous devons avoir un débat public sur cette question. Parce que les risques pour la Grande-Bretagne, les risques pour l'Europe... enfin, le risque, pour le monde entier, d'une extension de la guerre de la Russie vers l'OTAN, n'est absolument pas impossible.

#Pascal

En effet, je dirais qu'à l'heure actuelle, c'est à peu près cinquante-cinquante, j'en ai bien peur.

#Steve Jermy

Mais les risques sont énormes. Vous savez, cela mènerait en quelque sorte à ce que, comme je l'ai dit dans l'article, à l'Ouest, si les Russes réagissaient à une attaque, par exemple contre Kaliningrad, ou, vous savez, à une forme quelconque d'affrontement... Alors, en cas d'affrontement entre l'OTAN et la Russie, nous ne pouvons pas nous défendre contre les missiles hypersoniques russes ni contre leurs missiles balistiques à charge conventionnelle. Et il suffit de voir ce qui arrive à l'Ukraine pour comprendre ce qui pourrait arriver à l'Europe. J'ai donc eu le sentiment que le gouvernement nous entraînait vers ces guerres potentielles. Et, comme vous le dites, il est très clairement dans une logique de : « Nous soutiendrons l'Ukraine quoi qu'il en coûte, nous lui fournirons les armes dont elle a besoin. » Ce qui, bien sûr, ne fait que faire monter les enchères avec la Russie.

Et de plus en plus, je pense qu'il y a un risque que les Russes nous devancent. Je ne sais pas s'ils le feront. Je pense que, probablement, non. Mais, en termes de probabilité, le simple fait qu'ils puissent le faire... ou que nous connaissions une sorte de « Canons d'août » — c'est bien sûr l'analyse de Barbara Tuchman sur la façon dont l'Europe a basculé dans la guerre en mille neuf cent quatorze — et regardez les conséquences que cela a eues. Je pense que les conséquences seraient pires qu'en mille neuf cent quatorze, Pascal, à cause des armes que les Russes pourraient y déployer.

#Pascal

C'est pourquoi c'est si bizarre. À un moment où l'Europe et les États-Unis réunis n'ont pas la capacité de produire les équipements militaires nécessaires pour avoir ne serait-ce qu'une chance dans une guerre comme celle-là, c'est précisément à ce moment que le discours continue de monter en intensité. La Grande-Bretagne possède l'arme nucléaire. Elle a encore des forces armées. Je veux dire, ce n'est pas comme si la Grande-Bretagne était complètement désarmée. Mais ce n'est pas... enfin, comparé à ce que possède la Russie, et surtout après quatre années de guerre... Et je pense que toute l'idée, chez les gens de l'OTAN, c'était que cela allait, vous savez, désarmer la Russie, parce qu'elle en sortirait avec moins d'armes.

Mais c'est l'inverse qui s'est produit. Ils sont bien plus résilients que nous ne le pensions. Ou, pour reprendre les mots de Nicholas Taleb, ils sont « antifragiles ». Et ils sont sortis plus forts de cette situation, ou plutôt, ils sont en train d'en sortir plus forts. Pourquoi, selon vous, même aujourd'hui, cette russophobie britannique et, plus largement, européenne — presque rabique — continue-t-elle d'alimenter ce discours militaire, ou ces discours de guerre contre la Russie, au lieu de se dire : bon, il faut trouver un moyen de vivre avec les Russes ? Nous n'en sommes toujours pas là.

#Steve Jermy

Hé, juste une petite précision, très rapidement.

#Pascal

La meilleure façon de soutenir cette chaîne, c'est de vous inscrire à mon Substack gratuit. Vous pouvez aussi aider en prenant un abonnement payant, ou vous procurer certains de nos nouveaux produits dérivés sur neutralitystudies.com. Les liens sont ci-dessous. À bientôt là-bas.

#Steve Jermy

Non, je pense qu'il y a plusieurs raisons à cela. Et plusieurs personnes ont des théories différentes. Mais c'est probablement une combinaison de facteurs. Je l'ai déjà décrit ainsi : l'Europe, l'OTAN et l'Occident agissent selon un récit politique. C'est ce qui guide leurs opérations. Les Russes, eux, agissent selon une stratégie militaire. En tant qu'auteur spécialisé dans la stratégie, je peux vous dire que je préférerais de loin avoir une stratégie militaire plutôt qu'un récit politique. Parce que le

récit change en permanence. Et je pense que ce qui s'est passé, c'est que la manière dont ce récit a été construit, et les approches modernes, notamment en matière de communication politique, qui est vraiment un phénomène du vingt-et-unième siècle...

Vous savez, la manière dont on présente des opinions, des conseils et des informations à la population peut réellement améliorer l'image que les gens ont de ceux qui sont au pouvoir. Et malheureusement, cela veut dire que l'information est souvent présentée d'une façon qui, à mes yeux, est trompeuse. Je ne sais pas si c'est délibérément trompeur. Mais si vous ne fournissez que les informations qui soutiennent le discours du gouvernement, tout en cachant aux gens celles qui vont dans le sens inverse, alors, bien sûr, la population a tendance à être soumise à la propagande. Et comme vous le dites — et j'ai bien peur de devoir le dire moi aussi —, je pense que cette propagande est assez répandue. Samedi encore, j'étais à un déjeuner avec d'anciens officiers commandants de la marine, et nous avons abordé ce sujet. Par le passé, j'ai constaté que presque tout le monde était anti-Poutine, anti-Russie.

Il y a davantage d'ouverture d'esprit aujourd'hui. Mais, bien sûr, une ou deux personnes tenaient encore ce discours : « Bon, Poutine est évidemment un homme malfaisant. Il va évidemment envahir le reste de l'Europe. » Et quand je dis qu'il n'y a aucune preuve de cela, les gens rétorquent : « Mais c'est évident qu'il le fera. » Je réponds que c'est une opinion. Ce n'est pas une preuve. Rien de ce que Poutine a dit ne va dans ce sens. Au contraire. Et je demande toujours aux gens : pourquoi Poutine voudrait-il envahir le reste de l'Europe ? Vous savez, nos économies sont en mauvais état. Il y a des troubles sociaux. Regardez simplement la France. Donc, pour tout un tas de raisons... Je pense que la réponse courte, c'est que nous sommes tombés, à cause de la propagande, dans une forme de pensée sectaire. Une façon de penser où tout le monde est d'accord, et où quiconque ose exprimer un désaccord est traité comme une sorte de...

#Steve Jermy

un marginal ou un dissident.

#Steve Jermy

Il y a une émission en Grande-Bretagne, qui s'appelle, je crois, « Sunday Politics ». Enfin, c'est une émission assez populaire. Je l'ai écoutée hier. Il n'y avait pas une seule voix qui abordait ces questions autrement qu'à travers le récit politique occidental. Il y avait notamment la rédactrice en chef du Financial Times, dont on aurait pu penser qu'elle serait plus ouverte d'esprit. Elle est britannique et libanaise. Mais c'est très, très répandu. Et ça me fait penser à une forme de pensée sectaire. Parce que, chaque fois que des gens sont soumis à ce type de pensée, ou y sont tombés, dès qu'ils rencontrent un élément qui suggère qu'ils ont tort, ils le rationalisent simplement d'une manière étrange, comme le fait une secte. Ça me rappelle un autre phénomène. On le voit sur les

marchés et en économie. Vous savez, le livre célèbre sur le sujet, c'est « La Folie des foules ». Donc, je pense que c'est mon explication, Pascal. Mais vous, en tant que Suisse, vous avez aussi été proche de tout cela. Alors, je serais curieux de savoir ce que vous en pensez.

#Pascal

Non, je veux dire, la pensée sectaire en fait partie. La propagande aussi, bien sûr. Mais il y a la structure. En science politique, on appelle aussi ça la dépendance au sentier, vous voyez ? Ce qui se passera demain est déterminé par ce qui se passe aujourd'hui, et ainsi de suite. Donc, les limites du possible ne sont pas aussi larges qu'on voudrait qu'elles le soient, quand il s'agit de la possibilité de changer les choses. Et on l'a vu en Suisse, en fait, assez récemment. Vous savez, au Royaume-Uni, vous avez les pétitions. Nous, nous avons deux autres instruments. L'un d'eux s'appelle l'initiative, vous voyez ? On peut rédiger une proposition de modification de la Constitution et la remettre à la chancellerie.

La chancellerie nous donnera alors dix-huit mois. Et si, dans ce délai, nous réunissons cent mille signatures, ce sera un référendum obligatoire. Pas un texte qui va simplement au Parlement, du genre : « Pourriez-vous en discuter, s'il vous plaît ? » Mais plutôt : « Tout le monde vote là-dessus. » Et si c'est accepté, cela fera partie de la Constitution. C'est donc le modèle de démocratie directe. C'est aussi une manière de faire constamment pression sur le Parlement et l'exécutif, en disant : « Hé, les gars, si on s'oppose vraiment à certaines choses, on peut agir. » Et il y a eu cette initiative sur la neutralité, n'est-ce pas ? Nous avons travaillé là-dessus pendant quatre ans. Je n'en étais pas à l'origine, mais je l'ai soutenue très tôt.

Et nous avons subi une défaite écrasante : trente pour cent de oui, soixante-dix pour cent de non. Parce que l'autre camp a réussi, de manière convaincante, à en faire un référendum sur Poutine. Est-ce que vous aimez Poutine, oui ou non ? Ou est-ce que vous soutenez les sanctions contre la Russie, oui ou non ? Et la triste réponse, c'est que soixante-dix pour cent soutiennent les sanctions. Mais sur la base de ce récit russophobe. Donc, pardon, pour faire court, c'est toujours l'une des choses qui se passent, vous voyez, parce que ce récit est très puissant. Il est très ancré en Suisse. Il fait partie intégrante de la structure narrative européenne. Mais ce qui me fascine, et j'aimerais connaître votre avis là-dessus, c'est que les Russes accordent énormément d'attention aux récits qui circulent en Occident.

Je pense qu'au début, ils les ont un peu balayés d'un revers de main. Mais maintenant, ils les prennent très, très au sérieux. Il y a donc eu cette émission, il y a tout juste deux semaines, au Royaume-Uni. Une émission de simulation de guerre, où quelques anciens responsables politiques ont participé à un scénario de guerre. L'idée, c'était qu'il y aurait une attaque contre le Royaume-Uni, et de voir ce que le Royaume-Uni ferait. Et l'une des réponses, c'était : « Eh bien, on prendra Kaliningrad. » Les Russes ont réagi très, très violemment à cette émission de télévision. C'est une émission de télévision. Mais l'une des personnes qui y participaient était l'ancien chef de l'Otan. Comment s'appelle-t-il ? Le Norvégien.

#Steve Jermy

Stoltenberg.

#Pascal

Donc, ils avaient d'anciens responsables politiques, c'est ça ? Qu'est-ce que vous en pensez ? Parce que, pour moi, ça montre que les Russes suivent de très près le récit qui se construit.

#Steve Jermy

Eh bien, je pense qu'ils observent la situation depuis le tout début de l'opération militaire spéciale, et même avant son commencement. Mais je crois que cela devient plus aigu aujourd'hui, parce qu'à mesure que nous approchons, selon moi, probablement des dernières phases de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, les tensions montent. Donc, j' imagine qu'ils sont particulièrement préoccupés. Moi, je le serais à leur place. Je sais que l'émission dont vous parlez, je ne l'ai pas écoutée, en fait. Mais ce qui m'intéresse, c'est qu'ils parlaient effectivement de Kaliningrad. Parce que j'ai écrit un article, je crois l'avoir déjà mentionné, intitulé « La guerre à venir avec la Russie ». Et dans cet article, j'é mets l'hypothèse que les Russes, plutôt que d'attendre jusqu'en deux mille trente, quand nous serons prêts pour la guerre, soi-disant — ce dont je doute que nous puissions jamais l'être —, pourraient, au lieu d'attendre, lancer eux-mêmes une attaque préventive.

Mais en fait, je pense maintenant qu'il existe un scénario encore plus plausible. Désolé, j'ai soutenu qu'ils avaient lancé une attaque préventive contre les installations de fabrication de drones et de missiles à l'Ouest, notamment en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne. Mais je pense qu'un scénario encore plus plausible aujourd'hui, Pascal, c'est qu'en réalité, à mesure que la crise commence à s'intensifier — et je pense qu'une crise est en train de se produire à Kiev, en raison des avancées de la Russie sur le champ de bataille, mais aussi de sa domination totale dans les airs, et de l'incapacité totale des Ukrainiens, même avec des armes européennes et américaines, à se défendre contre les attaques aériennes — je pense que nous nous rapprochons de la fin de la guerre. Il y a eu une visite, je crois, la semaine dernière, n'est-ce pas, avec quelque chose comme trente généraux venus de pays de l'OTAN. Et cela me dit qu'ils sont inquiets.

L'une des choses auxquelles j'ai pensé, c'est qu'à ce stade, ils pourraient regarder du côté de Kaliningrad et se dire : « Bon, si nous prenons Kaliningrad, nous aurons alors un moyen de pression pour forcer les Russes à venir à la table des négociations. » Ce serait une chose imbécile à faire. Mais je crains de devoir dire que, par le passé, j'ai prédit que les gens ne feraient pas de choses imbéciles, et ils les ont faites. Donc, je pense que ce n'est pas impossible. Je pense que s'ils prenaient Kaliningrad, les Russes dévasteraient les forces qui l'auraient fait. Mais, pour revenir au

point essentiel de votre question, je pense que nous devons vraiment comprendre que les Russes nous écoutent. Et ce qu'ils entendent est très belliqueux, très déterminé à continuer quoi qu'il en coûte, quel qu'en soit le prix pour les Ukrainiens.

Et vous savez, nous avons récemment entendu le Premier ministre britannique dire que, tout comme son prédécesseur et le prédécesseur de celui-ci, ils soutiendront l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra. Et nous avons vu des formes d'escalade, avec la livraison d'armes dont nous ne pensions pas que l'Occident les fournirait à l'Ukraine. Mais elles ont bel et bien été fournies. Donc, quand on regarde la situation russe, je pense que c'est important. Et je pense qu'il est grand temps que nous commençons à faire... Quand je dis « nous », je parle des populations occidentales, de la presse occidentale, des gouvernements occidentaux. Que nous commençons à faire ce que vous et moi, et tant d'autres dans les médias indépendants, faisons : écouter la Russie. Et c'est un point que j'ai soulevé encore et encore.

Si vous écoutez la Russie, vous comprendrez bien mieux la nature de cette guerre. Or, les gens ne comprennent pas cette nature. Je vois régulièrement des responsables politiques occidentaux dire qu'il faut ramener les Russes à la table des négociations. Cela me montre qu'ils perçoivent cela comme une sorte de négociation, mais menée avec des armes. Ce n'est pas ainsi que les Russes le voient. Pour eux, c'est une guerre existentielle, dans laquelle leur sécurité ultime est menacée. Ils ont vu des choses comme l'étude de la RAND, en deux mille dix-huit, je crois, sur le démantèlement de la Russie et sur ce à quoi cela pourrait ressembler. Et nous voici, presque huit ans plus tard, face à ce qu'ils interpréteraient comme une tentative de faire cela.

Pour moi, c'est cette forme de refus d'écouter la Russie. En ce moment, je lis le livre de Jonathan Haslam, intitulé « Hubris et les origines de la guerre entre la Russie et l'Ukraine ». Jonathan Haslam est l'un des meilleurs spécialistes mondiaux de la Russie. Il était l'un de mes enseignants à Cambridge, et déjà spécialiste de la Russie à l'époque. Et même si je ne partage pas entièrement ses opinions, la trajectoire était absolument claire. Très, très nombreuses étaient les personnes qui avaient mis en garde contre cela. Mais il y avait cette forme de détermination, une détermination délibérée, à ignorer les avertissements de certaines des personnes les plus brillantes en Occident et en Russie, et à continuer de pousser à l'élargissement de l'OTAN. Et, comme par hasard, nous y voilà.

#Pascal

C'est ça, le problème, à mes yeux. Vous savez, ce n'est pas comme si nous ignorions que les Russes prennent les choses extrêmement au sérieux. Et il y a eu les fuites, n'est-ce pas ? La note de William Burns, de deux mille huit ou deux mille neuf, quand il était ambassadeur des États-Unis à Moscou. Il y écrivait, en substance : « Écoutez, l'Ukraine est, de toutes, la ligne rouge la plus évidente. » Et il y en a eu tellement d'autres. Puis, d'un côté, vous avez ça. Et de l'autre, vous avez des gens qui le savent et qui, activement, délibérément, vont dans cette direction. Ils œuvrent à ce genre de provocation. Et le problème que j'ai, c'est que j'ai moi aussi des antécédents de mauvaise lecture

des Russes, n'est-ce pas ? En février deux mille vingt-deux, je faisais partie de ceux qui disaient : « La Russie n'attaquera pas l'Ukraine. »

Ils ne feraient pas ça. Ça leur ferait beaucoup trop de mal. Vous savez, il y a tous ces liens fraternels, toutes ces familles liées les unes aux autres. Ce serait une guerre absolument horrible. Ce serait une guerre civile. Ils ne le feront pas. C'est aussi ce que pensaient l'ambassadeur Jack Matlock, Anatol Lieven et d'autres. Et nous avons tort. L'autre chose dont je me souviens très clairement, c'est quand cette idée a émergé selon laquelle des soldats coréens — nord-coréens — combattaient. Je faisais partie de ceux qui ont dit que c'était des conneries, que c'était juste un nouveau coup de propagande stupide. Eh bien, il s'avère qu'il y a effectivement des Nord-Coréens.

Et maintenant, ils tirent même des missiles. C'est du genre : d'accord, d'accord. J'avais tort. Je me suis trompé. Mais le fait est que j'ai sous-estimé, notamment, certains autres enjeux politiques autour de la Russie. La Russie et la Corée du Nord se sont en réalité beaucoup rapprochées. Et l'autre chose que j'ai sérieusement sous-estimée, c'est la situation elle-même dans le Donbass, et à quel point elle est devenue intolérable. J'ai aussi sous-estimé la militarisation complète de l'Ukraine, et à quel point cela est devenu totalement intolérable pour les dirigeants. Au point que je pense toujours qu'ils ont fait une erreur de calcul, en pensant pouvoir, disons, intimider les Ukrainiens pour les amener à conclure un accord, n'est-ce pas ? Un accord qui a presque abouti. Presque.

#Steve Jermy

Presque.

#Pascal

Mais dès lors que la Grande-Bretagne a fait en sorte que cela n'arrive pas, c'est à ce moment-là qu'ils les ont pris dans cet horrible carnage, cette machine à broyer la viande. Et les Russes essaient de s'en sortir depuis trois ans... oh, quatre ans, pardon. Il y a des erreurs de calcul de tous les côtés. Et ça rend la situation imprévisible, n'est-ce pas ?

#Steve Jermy

Non, absolument. Et comme vous, enfin, à l'époque, je travaillais encore dans le secteur de l'énergie, jusqu'au milieu de cette année-là, et je ne suivais pas cela de très près. Donc, quand la guerre a éclaté, je ne l'avais pas anticipée. Mais une fois qu'elle avait commencé, il ne m'a pas fallu longtemps pour me dire : eh bien, de toute évidence, ce n'était pas une invasion destinée à prendre l'Ukraine, parce qu'il n'y avait pas assez de troupes. C'était mathématiquement évident. Je crois que les gens parlent de cent quatre-vingt-dix mille hommes. Mais je pense que les forces combattantes effectives étaient d'environ quatre-vingt-dix mille, avec les milices du Donbass. Mais aujourd'hui, la façon dont je le caractérise, c'est que c'était essentiellement, comme vous le dites, ce que j'appellerais l'emploi de la force militaire pour soutenir une initiative diplomatique.

L'objectif était donc d'amener l'Ukraine à la table des négociations, et de montrer à l'Occident que, lorsqu'ils disaient que c'était une ligne rouge, c'en était vraiment une. Et ça a failli marcher. Enfin, ce qu'ils voulaient, bien sûr, c'était l'autodétermination pour le Donbass. Ils voulaient la neutralité de l'Ukraine, et ils ne voulaient pas qu'elle adhère à l'OTAN. Aujourd'hui, les Européens donneraient n'importe quoi pour obtenir ça de la Russie. Donc, euh... mais je pense qu'ils étaient vraiment tout près d'y parvenir. Et sans Boris Johnson et ceux qui le soutenaient, j'ai le profond sentiment que le chef d'état-major de la Défense britannique de l'époque a joué un rôle important dans tout cela. Je l'ai entendu en parler par la suite, en ligne, expliquer que c'était la bonne chose à faire. Enfin, réagir comme ils l'ont fait.

Je pense que, vous savez, on entre alors dans toute la question de la stratégie. Et je pense que les Russes ont été très pragmatiques et très réfléchis à ce sujet. La question, je suppose — et c'est une question ouverte, qui reviendra toujours —, c'est : qu'aurait pu faire d'autre Poutine ? Je n'en connais pas la réponse. Mais vous avez raison concernant le Donbass. Récemment, j'ai regardé avec ma femme le film d'Anne-Marie Boron, je crois. Je ne me souviens plus de son nom, mais c'est une auteure française qui a réalisé, en deux mille quinze, une vidéo d'une heure, une émission d'une heure sur le Donbass. Et j'ai été assez choqué de voir à quel point la situation était mauvaise.

Je veux dire, je connaissais le nombre de victimes. Et je savais que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, dans ses rapports, faisait état de fortes pressions exercées sur les Russes de souche dans le Donbass. Nous savions aussi que, lorsque l'armée russe est arrivée, le premier message qu'elle a reçu des Russes de souche du Donbass a été : « Qu'est-ce qui vous a pris si longtemps ? » Et pour moi, ça a peut-être été une erreur. Même si j'ai du mal à imaginer ce que j'aurais pu faire d'autre à la place de Poutine. Je ne sais pas. Je veux dire, ils avaient proposé, en décembre deux mille vingt et un, un traité qui exposait en quelque sorte l'ensemble de la situation. Et on arrive à un stade où l'on se demande : que pouvons-nous faire de plus ? Mais non, je pense que le problème, c'est que si peu de gens comprennent tout cela, personnellement, s'ils n'y prêtent pas attention. Des gens comme vous et moi, les auditeurs d'émissions ou de podcasts comme le vôtre, et nos autres collègues des médias indépendants, Pascal.

Nous avons donc une population occidentale, je dirais européenne, qui reste très, très influencée par la propagande. Je pense que c'est moins le cas aux États-Unis, même si je crois que cela tient beaucoup à l'isolationnisme. Les gens ne veulent pas s'impliquer dans cette autre guerre. Et les néoconservateurs, eux, pousseraient dans ce sens pour leurs propres raisons. Il peut y en avoir d'autres. Il peut y avoir une sorte de lien sioniste. C'est difficile à dire. Mais, de ce que je peux voir, les Américains veulent se retirer. Donc, plus vite ils pourront partir, mieux ce sera. Et, sur la base du récent échange entre Zelensky et Donald Trump, je soupçonne que ce retrait américain pourrait être encore plus proche, compte tenu de leurs discussions sur le diesel. Mais c'est un sujet à part.

#Pascal

Oui, j'y croirai le jour où les Américains arrêteront de partager leurs renseignements. S'ils ne coupent pas Starlink, s'ils ne mettent pas fin à tout ce qui concerne le ciblage, et ainsi de suite, et s'ils ne freinent pas la CIA sur la ligne de front, alors je ne prends pas au sérieux ce qui vient de là-bas. Et je ne... honnêtement, je ne pense pas que les Russes le prennent au sérieux non plus. Parce que ce qu'on sait aussi, maintenant, du voyage que Mearsheimer a fait en Russie, c'est que le dernier grand test de ce que l'administration Trump pouvait faire, c'était Anchorage. Et le fait que Trump n'ait pas pu tenir ses engagements, ou n'ait pas voulu le faire, ou ait simplement utilisé ça comme une ruse, je pense que ça a définitivement confirmé une chose : non. Soit ils en sont incapables, soit ils ne sont pas sérieux. Mais dans les deux cas, on arrive à la même conclusion : les États-Unis ne vont pas contenir leurs propres faucons de guerre. Oui.

#Steve Jermy

Oui, je pense que c'est exact. Je pense que, là encore, le problème avec Washington, c'est qu'il y a tellement de factions différentes au sein même de Washington. Et, vous savez, on parle des néoconservateurs, mais même parmi eux, c'est compliqué. Donc je comprends pourquoi... enfin, non, je ne crois pas avoir besoin de le comprendre. Il est évident que les Russes estiment désormais que les Américains ne sont pas capables de tenir un accord. Surtout, non seulement après Anchorage, mais aussi après ce qu'ils ont vu par la suite. Il suffit de regarder le détroit d'Ormuz et le protocole d'accord. Les Américains ont fait marche arrière là-dessus. C'est pourquoi je pense que cela va se régler sur le champ de bataille.

Et je pense que c'est aussi plus près de se régler sur le champ de bataille. Je pense que l'Ukraine a commis l'erreur de mener des attaques en mer d'Azov, et contre d'autres infrastructures russes. Et les gens disent : « Eh bien, la Russie n'aurait fait qu'escalader en réponse », comme s'il s'agissait d'une sorte de ping-pong. Moi, je ne le vois pas vraiment comme ça. Ce que je vois, c'est que si les Ukrainiens font des choses comme ces attaques en mer d'Azov, alors les Russes, lorsqu'ils ripostent, font quelque chose que nous appelons, dans l'armée, leurs règles d'engagement. Autrement dit, ils assouplissent leurs règles d'engagement pour permettre des attaques plus intensives. Donc, à l'heure actuelle, je pense que ce qu'ils cherchent à faire, c'est isoler la Russie.

Kyiv, je pense que ce n'est pas impossible. Je ne pense pas que ce soit leur objectif principal, mais il n'est pas impossible qu'ils avancent sur Kyiv. Mais je pense que l'objectif principal est de dépasser les dernières villes forteresses. Ensuite, ils auront un territoire pratiquement ouvert, jusqu'au Dniepr. Ils semblent aussi déployer des technologies anti-drones assez intéressantes. Et là encore, si vous voulez progresser plus rapidement, vous devez avancer avec votre défense aérienne locale, votre défense aérienne de point, intégrée à votre formation. Ainsi, vous pouvez vous déplacer en sécurité et vous défendre contre les drones. Donc, à mon avis, je m'attends à ce que, lorsqu'ils atteindront Dnipro... Je pars du principe qu'ils y arriveront. Je ne sais pas s'ils le feront cette année, mais je serais surpris qu'ils ne l'aient pas fait d'ici au début de l'année prochaine.

Lorsqu'ils arriveront à Dnipro, la question sera de savoir s'ils s'y installeront durablement et commenceront à construire une deuxième ligne de Zaporijia, ou s'ils continueront réellement à sécuriser l'ensemble de la Nouvelle-Russie. Pour revenir à Kyiv, je pense que ce qui est intéressant à Kyiv, si j'étais à la place de Poutine, c'est que j'envisagerais très sérieusement une offensive sur Kyiv. Je ne le ferais pas parce que je voudrais, à terme, tenir Kyiv, même si je pense que Kyiv était à l'origine une ville russe. Je le ferais pour des raisons politiques : pour renverser le gouvernement et montrer à l'Occident ce qui se passe réellement. Parce qu'il serait impossible pour l'Occident de dire que la Russie est en train de perdre si les diplomates et le gouvernement ukrainien quittaient Kyiv, comme on a vu les Américains quitter Saïgon, puis l'OTAN et les Américains quitter Kaboul.

À ce stade, vous savez que la guerre est terminée. C'est pour ça que la visite de ces généraux me préoccupe, parce que je pense qu'ils voient peut-être que ce moment n'est plus très loin. On verra. Mais si j'étais à la place de Poutine, j'y réfléchirais très sérieusement. Encore une fois, je ne chercherais pas à garder Kyiv, mais plutôt à avancer sur la ville d'une manière qui obligerait les gens à l'abandonner. Je veux dire, Klitschko demande déjà à la population civile de partir. Donc, la faire abandonner, c'est à ça que je penserais. Et je crois que cela rendrait impossible, pour qui que ce soit en Europe, d'affirmer que les Russes sont en train de perdre.

#Pascal

Ce serait le cas, mais vous savez, ce qui m'inquiète davantage, c'est l'ingéniosité de ces gens de la communication, et ce qu'ils pourraient inventer ensuite. Je veux dire, selon la personne qui l'emporte, là-bas, au service communication, la prochaine idée pourrait être : « Nous devons maintenant envoyer des troupes pour défendre Kyiv, ou pour reconquérir Kyiv. » Vous savez, la deuxième Reconquista à l'Est. Des absurdités comme ça. Mais d'un autre côté, s'ils faisaient ça, ils commenceraient réellement à engager des troupes de l'OTAN. Et c'est précisément la chose qu'ils ont voulu éviter à tout prix jusqu'à présent, du moins dans le discours officiel. Globalement, pour étendre la guerre en Ukraine à l'Europe, il faudrait en réalité un second front. Quelque chose dans les pays baltes, par exemple. C'est pour ça que, encore une fois, Kaliningrad est si dangereux, n'est-ce pas ?

Parce que c'est, en réalité, une partie exposée de la Russie. Et les Russes affirment avec beaucoup de fermeté, vous savez, que c'est une ville forteresse et qu'ils la défendront. Mais, en fait, c'est un territoire exposé, et l'OTAN pourrait envisager ce genre de choses. Cela dit, ils ne veulent pas de ça. Ils veulent provoquer les Russes. Donc, je ne vois pas exactement ce qu'ils feraient, mais quelque chose comme des frappes directes depuis l'Estonie, tout en le niant, ou quelque chose dans ce genre. Je ne sais pas. J'espère que ce n'est pas ce qui est réellement prévu, même si je suis presque certain que c'est le cas.

#Steve Jermy

Oui, je pense que c'est juste. Enfin, je suppose que, même si un ou deux généraux américains disent qu'on pourrait prendre Kaliningrad facilement, je ne pense pas que ce serait aussi facile que ça. Et je dis ça en tant qu'ancien spécialiste de la défense aérienne. J'ai commandé un destroyer de défense aérienne, et je sais à quel point le combat aérien est difficile. En réalité, aujourd'hui, lancer ce genre d'invasion de Kaliningrad... je serais extrêmement inquiet à l'idée d'y engager des troupes. Parce que je partirais du principe que, si j'y engageais des forces, dès que les Russes sauraient où elles se trouvent, elles seraient anéanties. Imaginez un quartier général de corps russe. Et il faudrait, au minimum, une opération au niveau d'un corps d'armée.

Imaginez qu'un quartier général de corps d'armée soit frappé par un missile Iskander. Il serait entièrement détruit. Il n'existe aucune défense contre l'Iskander. Donc, à moins qu'ils ne parviennent à maintenir un secret total — ce qui, selon moi, est presque impossible avec les systèmes modernes —, on parlerait de pertes considérables parmi les troupes occidentales. Et je pense qu'on parle de dizaines de milliers de soldats, pas seulement de quelques milliers. Je repense à l'Afghanistan. Je crois que les Britanniques y ont perdu un peu plus de quatre cent cinquante hommes en vingt ans. Les Américains, un peu plus de deux mille. Et ces pertes étaient très sensibles pour l'opinion publique. Là, ils risqueraient de perdre des chiffres de cet ordre dès le premier jour.

Et je ne pense tout simplement pas que quiconque, en Europe, soit prêt à accepter un tel niveau de soldats tués au combat. J'aimerais donc croire que cette perspective suffirait à faire réfléchir les gens. C'est aussi pour cela qu'il faut avoir ce débat, parce que personne ne dit ces choses-là. On ne parle pas du nombre de soldats britanniques, français, allemands, lettons, et ainsi de suite, qui seraient tués au combat. Nous affronterions ce que je considère comme l'armée la plus aguerrie au combat au monde, avec quatre années d'expérience, l'équipement, la doctrine, les réserves. Et même ces réserves sont engagées par rotations, d'une manière qui a beaucoup de sens sur le plan militaire.

Alors, vous savez, je ne peux vraiment pas imaginer pire. Je veux dire, de ce que je vois... Je regarde un peu les forces occidentales dans leur ensemble, mais nous ne sommes pas prêts. La Grande-Bretagne ne dépense même pas suffisamment, à l'heure actuelle. Nous venons en quelque sorte de suspendre notre hausse, qui devait nous amener ne serait-ce qu'à trois pour cent d'ici deux mille trente. Et nous ne serons pas les seuls. Je pense que la Pologne est celle qui dépense le plus. Donc, sans cet argent... et ce n'est pas seulement une question d'argent. Il manque aussi, dans la population, le sentiment que c'est une cause juste. À l'heure actuelle, certains seraient prêts à le faire. Mais la plupart des gens à qui je parle dans ce pays... J'ai vu des choses sur LinkedIn, où des gens disent : « Eh bien, je ne veux pas me battre pour mon pays, vu la manière dont j'ai été traité. » Il y a donc beaucoup de contestation interne, et je ne pense pas que nous soyons un cas exceptionnel.

Je crois que les Allemands, d'après ce que j'ai entendu, voulaient augmenter leur armée d'environ cent mille personnes. Et parmi les volontaires qu'ils espéraient recruter, ils en ont obtenu environ

deux cent cinquante. C'est un chiffre minuscule. Et les gens, vous savez, les jeunes en Occident, et pour de très bonnes raisons, je crois qu'ils ne sont vraiment pas du tout intéressés. Vous avez peut-être vu Tucker Carlson s'entretenir avec un homme politique britannique appelé Jacob Rees-Mogg, qui pontifiait sur le fait que nous devrions tous être prêts à faire des sacrifices. J'ai regardé les commentaires après ça. Il n'y avait pas un seul commentaire en faveur de Jacob Rees-Mogg, pas un seul. Tout le monde, sans exception, était très négatif à ce sujet, et très négatif aussi envers l'idée de faire son devoir, puisque c'est ainsi que Mogg le présentait. Donc, je ne sais pas ce que vous en pensez. Je ne sais pas comment c'est en Suisse, mais nous, pas vraiment.

#Pascal

Je veux dire, la Suisse, c'est pareil. Les va-t-en-guerre existent aussi en Suisse. Tous, sans exception, ils veulent être Winston Churchill. Le problème, c'est qu'aucun d'entre eux ne veut être le soldat Ryan. Et c'est ça, le fond du problème. Ils veulent que d'autres soient le soldat Ryan, pendant qu'eux jouent les Winston Churchill. Ce qui me donne de l'espoir, c'est qu'en ce moment, il y a une résistance à ça, surtout chez les jeunes générations. Du genre : « Non, non, non, on ne va pas mourir pour ces conneries. » C'est d'ailleurs pour ça que j'ai peur que ceux qui planifient sérieusement ce genre de scénario se disent que l'Europe a besoin d'un moment Pearl Harbor, n'est-ce pas ?

Enfin, il a littéralement fallu bombarder les Américains pour les faire sortir de leur neutralité pendant la Seconde Guerre mondiale et les faire entrer en guerre. Et Pearl Harbor a fait l'affaire. Là-dessus, aucun doute : c'était une véritable attaque, aucun doute possible. Mais c'est ce qui a réellement provoqué le déclic psychologique. Et nous savons, à travers d'autres guerres, notamment la guerre du Vietnam avec le golfe du Tonkin, et à travers d'autres épisodes comme les armes de destruction massive de Saddam Hussein, et ainsi de suite, que des attaques sous faux pavillon et de fausses allégations peuvent parfois suffire à faire basculer l'opinion publique. J'espère donc vraiment qu'il n'y aura pas une affaire aussi néfaste en cours.

#Steve Jermy

Oui, je l'espère aussi, Pascal. Je pense que la question à soixante-quatre mille dollars, pour ceux qui réfléchissent à cela, c'est peut-être de savoir comment transformer ça en une guerre entre l'OTAN et la Russie. C'est évidemment ce que souhaite l'Ukraine, parce que c'est la seule façon pour elle d'avoir encore une chance, aujourd'hui. Personnellement, je pense que même avec l'OTAN engagée, cela ne ferait aucune différence. Mais la question à soixante-quatre mille dollars, c'est : que feront les Américains ? Et j'en suis profondément convaincu, ce qui semble d'ailleurs largement confirmé : les Américains n'ont absolument aucun intérêt à déployer des forces des États-Unis dans cette campagne. Et sans forces américaines, l'idée que les Européens puissent y parvenir...

C'est lamentable. Et quand je regarde les forces armées britanniques, elles ne sont plus que l'ombre de ce qu'elles étaient il y a vingt ans. Prenez simplement les navires. Nous avons onze destroyers et

frégates. Quand j'étais en service, juste après la guerre des Malouines, nous avions plus de soixante-dix destroyers. Donc, ce sera pareil dans toutes les forces armées. Et puis, bien sûr, il y a autre chose. Nous avons dépensé tellement de munitions en les donnant à l'Ukraine et, dans le cas des États-Unis, à Israël, aux Saoudiens et à d'autres. Et il s'avère que notre équipement n'est pas vraiment très bon. On le voit dans la défense aérienne.

Le danger, et cela m'inquiète comme vous, c'est que ces gens, très politiques mais sans vraiment comprendre la logistique de la guerre, continuent malgré tout dans cette approche de type néoconservatrice. Qu'ils disent : « Non, eh bien, si nous faisons cela et que cette guerre éclate, alors cela maintiendra la Russie sous pression et nous permettra de la pousser encore davantage à l'épuisement. » Mais ceux qui souffriront, en plus des Ukrainiens, ce seront les peuples européens. Vous savez, ces populations : ce ne sont pas seulement les jeunes qui devront aller combattre. Ce sont aussi les mères, les filles, les frères et les sœurs de ceux qui seront tués au combat. Eux aussi doivent avoir leur mot à dire, car rien de tout cela n'a besoin d'arriver. Il nous faut simplement un peu de réflexion stratégique claire de la part de l'Occident. Et c'est un domaine où, malheureusement, il existe, je crois, une sorte de carence presque généralisée parmi les dirigeants politiques occidentaux.

#Pascal

Oui, je sais. Mais vous avez aussi raison sur un point : l'engagement qu'impliquerait une guerre totale serait énorme, y compris du côté américain. Et, vous savez, nous avons toujours cette présence américaine qui sert de ligne de déclenchement partout dans l'OTAN, y compris dans tous les États baltes. On ne pourrait pas vraiment faire la guerre aux États baltes sans tuer des militaires américains, puisqu'ils sont sur place. Donc, toute décision d'aller vers une guerre totale entre l'OTAN et la Russie impliquerait d'être prêt à sacrifier des soldats américains.

Et c'est quelque chose que les États-Unis nous ont montré, même aujourd'hui avec l'Iran : ils sont extrêmement, extrêmement peu fiables, et peu disposés à agir. C'est pour ça que l'Ukraine était si importante, n'est-ce pas ? Il était très important qu'elle soit un relais obéissant de l'OTAN, sans faire partie de l'OTAN. Parce que, vous savez, cela permettait non seulement de nier toute implication de façon plausible, mais aussi d'éviter de sacrifier ouvertement ses propres troupes. Avec les autres pays, il faudrait le faire. Il y a donc une certaine contrainte intégrée au système. Mais si jamais nous entendons parler d'un retrait des troupes américaines d'Europe de l'Est, c'est à ce moment-là que je penserais qu'ils commencent à préparer les pays. Mais nous n'avons encore rien entendu de tel.

#Steve Jermy

Oui. Je veux dire, je suis favorable à l'idée que les Américains retournent aux États-Unis. Je pense qu'il est grand temps que l'Europe s'occupe d'elle-même. Nous en sommes tout à fait capables. Nous ne sommes plus aussi riches qu'avant. Nous avons beaucoup d'autres problèmes à gérer. Mais je pense que le moment est venu, et même qu'il est déjà passé. L'OTAN a dépassé sa date de péremption,

comme je le dis souvent. Si l'OTAN n'a pas pu gagner, en vingt ans, en Afghanistan, contre des tribus armées de kalachnikovs et d'engins explosifs improvisés, comment diable pouvons-nous penser que l'OTAN pourrait l'emporter face à l'armée la plus aguerrie au combat au monde, avec une structure de forces unifiée, un système logistique unifié, une doctrine unifiée, alors que nous avons, vous savez, plus de trente nations, avec des équipements différents, des normes d'entraînement différentes, beaucoup de... enfin, vous savez...

#Pascal

Je trouverais vraiment très bonne l'idée que les Européens commencent à penser à une défense défensive, vous voyez, au lieu d'essayer constamment de menacer la Russie. Pourquoi ne pas simplement dire : très bien, la Russie, redevenons amis. Nous garderons nos armées, mais nous ne ferons plus ce genre de choses avec des systèmes de missiles à longue portée. Nous arrêtons de vous menacer. Et si nous nous rapprochions à nouveau ? Et je pense que cela fait partie intégrante de l'idée que vous soulevez, en fait : suspendre au moins ces exportations d'armes vers l'Ukraine. Alors, pour terminer, pouvez-vous redire à tout le monde où aller pour signer, et quelles sont les conditions à remplir ? Je veux dire, il faut avoir un passeport britannique pour pouvoir le faire, n'est-ce pas ?

#Steve Jermy

Oui, il faut être soit citoyen britannique, soit résident britannique. Donc, à ma connaissance, vous pouvez être citoyen britannique à l'étranger et la signer. Mais, comme c'est présenté, il y a un site internet du gouvernement auquel vous pouvez accéder directement. Mais si vous voulez aussi le contexte, c'est dans cet article. Et vous verrez, c'est à peu près au troisième paragraphe, je crois. Il y a un lien, et le voilà. Il est juste en haut. Ce lien vous mène à... voilà, quatre cent soixante-dix-sept signatures, ce qui est bien.

C'est plus que tous les autres réunis, et vous pouvez voir le texte de l'article. Encore une fois, je n'ai jamais rencontré Anthony Webber. Je le connais par l'intermédiaire d'une connaissance commune, et je l'aurais rédigé un peu différemment. Mais cela dit, je pense qu'il aurait été ridicule de publier le mien et le sien. Donc, le fait est que nous devons avoir un débat public sur cette question, où l'on présente au public autre chose que ce que produisent les médias traditionnels — ce qui, vous et moi sommes d'accord là-dessus, me donne l'impression d'être de la propagande.

#Pascal

La pétition peut-elle être signée en ligne, ou faut-il télécharger le formulaire et le signer ? Peut-on la signer en ligne ?

#Steve Jermy

Signée en ligne. Et vous pouvez même voir où ça se passe. Si vous regardez le petit affichage sur la carte, vous voyez le nombre quatre cent soixante-dix-sept en dessous. Si vous descendez d'une ligne, juste en dessous, et que vous appuyez là, ça vous indique où les gens signent. Et vous verrez une petite zone rouge dans le sud-ouest des Cornouailles. C'est nous, avec d'autres personnes un peu partout. Ce qui est intéressant, je trouve, sur cette carte, c'est qu'il n'y a pas grand-chose à Londres. C'est surprenant, non ? Mais bon, voilà où nous en sommes.

#Pascal

Ce qui me surprend sur cette carte, c'est qu'elle n'inclut ni Gibraltar ni Diego Garcia.

#Steve Jermy

Oui, je ne suis pas sûr. Ou les îles Falkland, ou Sainte-Hélène.

#Pascal

Ou les Falkland... oui, les îles Falkland manquent aussi à l'appel. C'est une banlieue de Londres, j' imagine. Bon, tout le monde, si vous êtes citoyen britannique ou résident au Royaume-Uni, et que vous nous avez écoutés jusqu'ici, vous devriez vraiment aller sur cette page d'accueil et signer la pétition. Il faut faire entendre nos voix, montrer que tout le monde n'est pas d'accord avec ça. Steve, je te laisse le mot de la fin.

#Steve Jermy

Oui, le dernier mot, c'est que vous n'êtes pas obligé de signer si vous n'êtes pas d'accord. Et je pense que vous pouvez quand même signer si vous ne pensez pas qu'un référendum soit une bonne idée. L'essentiel, c'est le débat. C'est d'avoir un débat public, où les responsables politiques et le public comprennent vraiment bien tous les sujets dont vous et moi venons de parler, et qu'on leur présente autre chose que le récit trompeur qu'on leur a servi jusqu'à présent, Pascal.

#Pascal

Et juste pour prouver que je suis un menteur, je vais finalement reprendre la parole une dernière fois et vous rappeler que, même si vous n'êtes pas d'accord avec ça, vous avez quand même le droit de signer. Alors, pourquoi ne pas exercer vos libertés civiques ? Commodore Steve Jeremy, merci beaucoup de nous avoir accordé votre temps aujourd'hui.

#Steve Jermy

Oui, c'est un plaisir, Pascal. Continuons comme ça.